

Résolution sur la situation au Venezuela

2016/2699(RSP) - 08/06/2016 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 501 voix pour, 94 voix contre et 73 abstentions, une résolution sur la situation au Venezuela.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR et ALDE.

Préoccupés par la grave détérioration de la situation au Venezuela, où le climat politique et social est de plus en plus instable, les députés invitent le gouvernement vénézuélien à respecter l'état de droit et le principe de la séparation des pouvoirs. Ils rappellent qu'environ 2.000 personnes sont emprisonnées ou assignées à résidence ou en liberté conditionnelle pour des motifs politiques, notamment d'importants dirigeants politiques dans ce pays, et que la séparation des pouvoirs n'est actuellement pas garantie.

En conséquence, le Parlement demande au gouvernement vénézuélien d'adopter une attitude constructive afin de surmonter la situation critique que connaît ce pays. Il appelle également ce dernier à:

- libérer immédiatement tous les prisonniers politiques;
- assurer la sécurité et le libre exercice des droits pour tous les citoyens, en particulier les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes, les militants politiques.

Il appelle le président Nicolás Maduro et son gouvernement à mettre en œuvre de toute urgence des réformes économiques en coopération avec l'Assemblée nationale élue démocratiquement afin de remédier de façon constructive à la crise économique et énergétique, en particulier à la pénurie de nourriture et de médicaments.

Préoccupé par les tensions sociales dans ce pays, le Parlement invite la vice-présidente et haute représentante à coopérer avec les pays d'Amérique latine et des organisations régionales et internationales pour veiller à ce que les mécanismes de dialogue, de réconciliation nationale et médiation soient mis en place au Venezuela. Il juge absolument prioritaire de **réduire les niveaux élevés d'impunité**, qui renforcent et alimentent la violence et l'insécurité croissantes dans le pays, et d'assurer le respect du système juridique en place.

Le Parlement demande enfin aux autorités vénézuéliennes d'enquêter sur le massacre de Tumeremo, au cours duquel 28 mineurs ont été assassinés et demande en conséquence une nouvelle fois qu'une délégation du Parlement européen soit envoyée au Venezuela pour mener un dialogue avec toutes les parties au conflit.